



Maurice Kamto dans son discours du 1^{er} juin a lancé un appel à la vigilance, convaincu que les artisans du *gré à gré* sont plus que jamais à l'œuvre pour organiser une succession truquée au sommet de l'Etat.

Autrement dit, organiser une succession à la tête de l'Etat par un mécanisme non électif, en modifiant par exemple la constitution pour créer un poste de vice-président.

Lisons ce texte du journaliste et lanceur d'alertes Boris Bertolt

FRANCK BIYA ET RENÉ EMMANUEL SADI DANS LA COURSE POUR LA SUCCESSION

*Dans son confinement et son silence, Paul Biya prépare déjà sa succession qui dans sa logique devrait être une opération de *gré à gré* comme ce fut le cas au Togo et au Gabon où les pères EYADEMA et Bongo avaient créé de leur vivant les conditions pour l'accession de leurs enfants à la magistrature suprême.*

Si le nom de Franck Emmanuel Biya revient de plus en plus, lui qui à ses proches a souvent confié ne pas être intéressé mais ses récentes apparitions et son influence croissante dans les couloirs de la République commencent à susciter des interrogations.

Mais, un homme est apparu ces dernières semaines dans les réseaux de la République: René Emmanuel Sadi. Pour plusieurs caciques de la République, en cas de vacances du pouvoir il ferait le meilleur choix. Lui qui a été recommandé à Paul Biya par Ahmadou Ahidjo et qui a passé près de 20 ans à la présidence de la République comme conseiller diplomatique et l'homme des missions secrètes.

Mais l'on se souvient également que son passage au ministère de l'administration territoriale a été catastrophique. Cependant pour les faucons du régime sa proximité avec les Nnanga Eboko c'est la zone d'origine de Chantal Biya et ses liens avec le grand nord et le Centre en font de lui une alternative.

Rien de surprenant dans le fond. Car en 2016, Maurice Kamto dénonçant les manœuvres de René Sadi pour l'empêcher de mener ses activités politiques avait affirmé qu'au cours de sa rencontre avec Emmanuel Sadi, qui était à l'époque ministre de l'administration territoriale ce dernier donnait déjà l'impression d'être un homme à qui l'on avait promis la succession de Paul Biya.

Pour cela la modification constitutionnelle prévue depuis plusieurs années pourrait intervenir au cours de cette session parlementaire de juin 2020. Un poste de vice président sera créé et pourrait revenir à Frank Biya où Emmanuel Sadi. Dans un autre cas de figure les deux seront dans un premier temps mis au frais jusqu'à ce que Biya, fatigué en juge de l'opportunité. Mais c'est après ce changement que pourrait également intervenir le remaniement gouvernemental bloqué par le COVID 19.

Dans cette stratégie il est également prévue une démission de l'actuel président de la Cour Constitutionnelle, Clément Atangana qu'on juge vieux, faible et peu compétent. Ses gestions des débats à la cour constitutionnelle en octobre 2018 n'a pas été appréciée par les faucons du régime. Il devrait être remplacé par Joseph Owona, jugé plus efficace et mieux outillé.

Cependant dans cette stratégie orchestrée par le deep state (l'Etat profond) il y a dans les coulisses une volonté d'empêcher que les premières heures de la transition soient gérées par un ressortissant du Grand Nord.

Car Niat Njifendji, l'actuel président du Sénat malade, c'est le 1er Vice président du Sénat qui est en pôle position pour gérer la transition en cas de démission de Paul Biya où de vacances du pouvoir.

Ce premier vice président, c'est le lamido de Rey Bouba: Aboubakary Abdoulaye qui est l'homme à écarter. D'où en partie la détermination de mettre rapidement un poste de vice président pour empêcher Aboubakary Abdoulaye de jouer un quelconque rôle dans une transition.

En réalité même dans le système actuellement tout le monde se